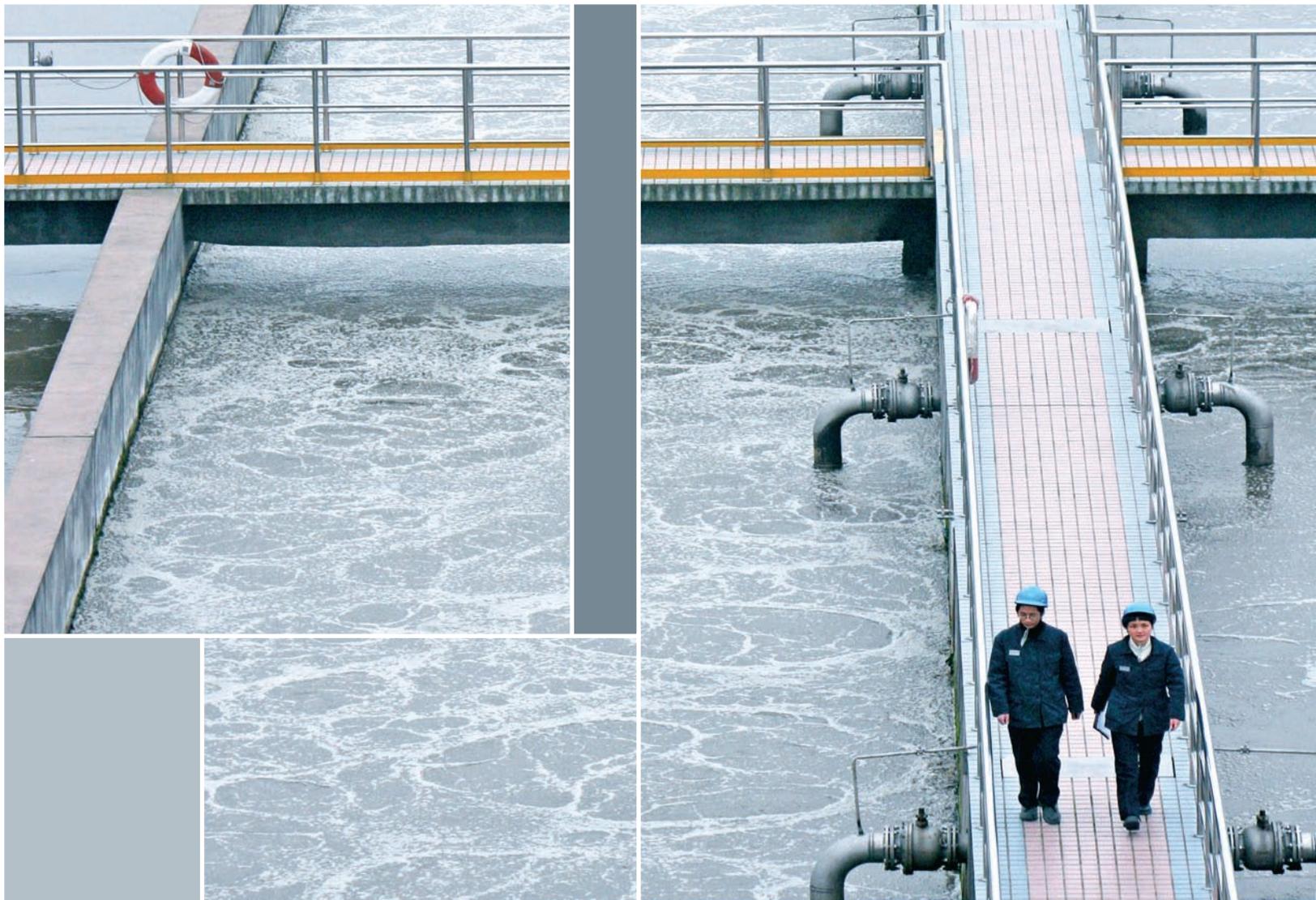


RAPPORT ANNUEL 2009



World Bank Group
Multilateral Investment
Guarantee Agency

SYNTHÈSE DES ACTIVITÉS DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

LA BANQUE MONDIALE, UN DES PLUS GRANDS ORGANISMES DE DÉVELOPPEMENT AU MONDE, EST UNE SOURCE CAPITALE D'AIDE FINANCIÈRE ET TECHNIQUE POUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT AUTOUR DU GLOBE. SES INSTITUTIONS MEMBRES TRAVAILLENT DE CONCERT GRÂCE À LEURS ACTIVITÉS COMPLÉMENTAIRES POUR RÉALISER LEURS OBJECTIFS COMMUNS, À SAVOIR RÉDUIRE LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE. LE GROUPE DE LA BANQUE PARTAGE SES CONNAISSANCES ET SOUTIENT DES PROJETS DANS LES DOMAINES DU COMMERCE, DES FINANCES, DE LA SANTÉ, DE LA PAUVRETÉ, DE L'ÉDUCATION, DE L'INFRASTRUCTURE, DE LA GOUVERNANCE, DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET AUTRES AU PROFIT DES HABITANTS DE PAYS EN DÉVELOPPEMENT.

Le Groupe de la Banque mondiale a engagé 58,8 milliards de dollars au cours de l'exercice 09 pour aider les pays en lutte contre la crise économique mondiale, soit une hausse de 54 % par rapport à l'année précédente et un chiffre record pour l'organisme de développement mondial.

La Banque mondiale, qui englobe l'IDA et la BIRD, a accordé 46,9 milliards de dollars sous forme de prêts et de dons à ses pays membres. Les engagements de l'IDA en faveur des pays les plus pauvres de la planète ont représenté 14 milliards de dollars, soit 2,8 milliards de plus que l'exercice antérieur. Les engagements de la BIRD pour l'exercice 09 ont totalisé la somme de 32,9 milliards de dollars, une hausse de 19,4 milliards par rapport à l'année précédente.

L'IFC a engagé 10,5 milliards de dollars et mobilisé 4,5 milliards supplémentaires pour assurer l'essor du secteur privé dans les pays en développement ; 4,4 milliards ont été alloués aux pays bénéficiant du soutien de l'IDA.

La MIGA a délivré 1,4 milliard de dollars sous forme de garanties à l'appui des investissements dans le monde en développement. Sur cette somme, 1,2 milliard a été consacré au secteur financier, pour éviter le relâchement des prêts bancaires.

COOPÉRATION AU SEIN DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Les projets et les programmes communs des institutions du Groupe de la Banque mondiale visent à promouvoir le développement durable par l'extension des marchés financiers, la délivrance de garanties aux investisseurs et aux établissements de prêts commerciaux et la fourniture de services conseils pour créer de meilleures conditions d'investissement dans les pays en développement. Travaillant de concert, la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA jouent un rôle de catalyseur pour les projets mettant des ressources à la disposition de leurs clients, faisant preuve d'un sens de l'innovation et d'une réactivité accrus. Les principales réalisations dues à la collaboration entre la Banque mondiale, l'IFC et la MIGA pour l'exercice 09 comprennent :

- Un programme de recapitalisation du secteur financier pour l'Europe de l'Est et l'Europe centrale, par lequel les plus grands investisseurs et prêteurs multilatéraux de la région — la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), le Groupe de la Banque européenne d'investissement (BEI) et le Groupe de la Banque mondiale — se sont engagés à consacrer un maximum de 24,5 milliards d'euros (31 milliards de dollars) à l'appui du secteur bancaire et au financement du crédit destiné aux entreprises touchées par la crise économique mondiale

- Une initiative conjointe en faveur de l'Afrique, par laquelle le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement (BAfD), la BEI et l'Agence française de développement (Afd) se sont engagées à soutenir le secteur privé dans la région et à financer le crédit destiné à l'économie réelle
- Une initiative destinée à stimuler la croissance économique dans les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, par laquelle la BIRD, l'IFC et la MIGA mettent en place une réponse coordonnée à la crise en partenariat avec la Banque interaméricaine de développement, la Société interaméricaine d'investissement (SID/ IIC), Corporación Andina de Fomento (CAF), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE)
- Des représentants du Conseil du Groupe de la Banque mondiale et de la haute direction de la BIRD, l'IFC et la MIGA ont visité l'Iraq en avril dernier pour discuter des possibilités d'investissement dans Ce pays et réaffirmer l'engagement de la Banque en faveur d'une reprise économique durable
- Des stratégies de partenariats nationaux et des notes de stratégie intérimaire intéressant toutes les régions qui soutiennent la croissance et le développement

Le Groupe de la Banque mondiale est composé de cinq institutions étroitement associées :



La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), qui prête aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.



L'Association internationale de développement (IDA), qui accorde des prêts sans intérêt ou des crédits et des dons aux États les plus pauvres de la planète.



La Société financière internationale (IFC), qui propose des prêts, des participations et des services d'assistance technique pour stimuler les investissements du secteur privé dans les pays en développement.



L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA), qui assure les investissements contre les risques politiques et fournit des garanties contre les pertes dues à des risques non commerciaux afin de faciliter l'investissement direct à l'étranger (IDE) dans les pays en développement.



Le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI), qui offre des mécanismes internationaux de conciliation et d'arbitrage des différends liés aux investissements.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 09

AU COURS DE L'EXERCICE 09, LE MONTANT TOTAL DES GARANTIES ÉMISES POUR DES PROJETS RÉALISÉS DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT MEMBRES DE LA MIGA S'EST ÉLEVÉ À 1,4 MILLIARD DE DOLLARS, SOIT UNE BAISSÉ PAR RAPPORT À 2008 OÙ LE MONTANT BRUT DES NOUVEAUX ENGAGEMENTS DE L'AGENCE AVAIT ATTEINT UN CHIFFRE RECORD. CETTE BAISSÉ D'ACTIVITÉS NOUVELLES EST DUE À LA RÉDUCTION DE L'APPORT DE CAPITAUX SUITE À LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE. PAR LA MÊME OCCASION, LE TAUX D'ANNULATION PARTICULIÈREMENT BAS DES PROJETS EN COURS MONTRE L'IMPORTANCE ACCORDÉE PAR LES CLIENTS À LA COUVERTURE DE LA MIGA, SURTOUT EN CES PÉRIODES DIFFICILES. EN RAISON DU FAIBLE TAUX DE PROJETS EN FIN DE VIE, LE PORTEFEUILLE DE PROJETS EN COURS DE LA MIGA A AUGMENTÉ DE 800 MILLIONS DE DOLLARS L'AN DERNIER, POUR ATTEINDRE LA SOMME DE 7,3 MILLIARDS.

TABLEAU 1 Garanties émises	2005	2006	2007	2008	2009	Ex. 90-09
Nombre de contrats de garanties émis	62	66	45	38	30	952
Nombre de projets soutenus	41	41	29	24	26	600
Nouveaux projets ¹	33	34	26	23	20	-
Projets engagés précédemment ²	8	7	3	1	6	-
Montant des nouvelles émissions, brut (en milliards de dollars)	1,2	1,3	1,4	2,1	1,4	20,2
Montant des nouvelles émissions, total (en milliards de dollars) ³	1,2	1,3	1,4	2,1	1,4	20,9
Engagements bruts (en milliards de dollars) ⁴	5,1	5,4	5,3	6,5	7,3	-
Engagements nets (réassurances déduites) (en milliards de dollars) ⁴	3,1	3,3	3,2	3,6	4	-

¹ Projets bénéficiant de l'appui de la MIGA pour la première fois au cours de l'exercice 09 (y compris les expansions).

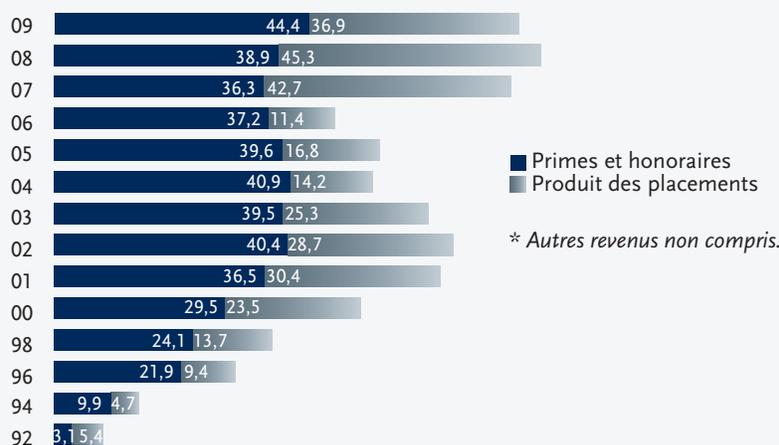
² Projets assurés par la MIGA au cours de l'exercice 09 et des exercices précédents.

³ Comprend les montants mobilisés par le biais du Programme coopératif de garanties.

⁴ Les engagements bruts correspondent aux plafonds d'engagement. Les engagements nets correspondent aux engagements bruts, minorés des opérations de réassurance.

Le résultat d'exploitation de la MIGA s'est établi à 50,6 millions de dollars au cours de l'exercice, contre 55,0 millions en 2008. La baisse de 4,4 millions était principalement due à une réduction du revenu d'investissement. Pour l'exercice 09, le revenu net a enregistré une baisse de 34,5 millions de dollars comparé à l'exercice 08, principalement causée par les pertes de change lors de la conversion de devises. (Pour plus de détails, se reporter à la discussion et aux analyses de la gestion)

FIGURE 1 Primes acquises, commissions et revenus des placements*, en millions de dollars



FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 09 (suite)

Pays membres

L'Agence compte au total 174 membres. Durant l'exercice 09, la MIGA a accueilli deux nouveaux membres, l'Iraq et le Kosovo. Le Mexique a effectué la plupart des étapes nécessaires pour en faire partie et devrait devenir membre à part entière au début de l'exercice 10.

Faits marquants de l'exercice

Au cours de l'exercice 09, la MIGA a fourni une couverture pour des projets dans les domaines suivants :

	Nombre de projets soutenus	Pourcentage du total des projets soutenus (%)	Montant des garanties émises (millions de dollars)
Domaines prioritaires¹			
Pays touchés par un conflit	3	12	10
Infrastructure	3	12	108,3
Investissements sud-sud ²	13	50	55,1
Pays admis à emprunter à l'IDA ³	12	46	105,5
Région			
Asie et Pacifique	3	12	77,1
Europe et Asie centrale	11	42	1 215,90
Amérique latine et Caraïbes	2	8	33,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0	0	0
Afrique subsaharienne	10	38	50,1
Secteurs			
Agro-industrie, industries manufacturières et services	8	31	38,3
Finance	15	58	1 230,50
Infrastructure	3	12	108,3
Pétrole, gaz et industries extractives	0	0	0
Total	26	100	1 377,00

¹ Certains projets portent sur plusieurs domaines prioritaires.

² Investissements réalisés d'un pays en développement membre de la MIGA (catégorie deux) à un autre.

³ Pays les plus pauvres au monde.

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE 09 (suite)

Autres faits marquants de l'exercice :

Ajout d'une nouvelle couverture : non-acquittement des obligations financières de pays souverains

Couvertures améliorées en cas de rupture de contrat, guerre et troubles civils

Soutien de dix projets au moyen du programme pour les petits investissements de la MIGA

Surveillance de situations susceptibles d'entraîner des différends ou des demandes d'indemnisation dans 15 pays et efforts entrepris pour faciliter des solutions amiables. Règlement de deux demandes d'indemnisation en vertu d'une couverture contre le risque de guerre et troubles civils

Signature d'un contrat-cadre de garantie pour une initiative de l'ordre de 100 millions de dollars à l'appui d'investissements dans des PME en Afrique subsaharienne

Partenariats

Souscription de contrats de réassurance facultative et mobilisation de capacités supplémentaires pour des projets de la MIGA, auprès de 10 assureurs partenaires du secteur privé et un assureur du secteur public

Collaboration avec la Banque mondiale, l'IFC, la BERD et la BEI pour lancer des facilités de crédit de l'ordre de 24,5 milliards d'euros (31 milliards de dollars) à l'appui du secteur bancaire en Europe de l'Est et en Europe centrale

Signature d'un traité de réassurance avec Hannover Re

Partenariat avec la Banque européenne d'investissement, le gouvernement japonais et l'Autorité palestinienne en vue de redéfinir le Fonds fiduciaire de garantie des investissements pour la Cisjordanie et Gaza

LETTRE DU PRÉSIDENT AU CONSEIL DES GOUVERNEURS

CETTE ANNÉE A ÉTÉ UNE PÉRIODE DE MISE À L'ÉPREUVE POUR LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE ET POUR NOTRE CAPACITÉ À RÉPONDRE AUX BESOINS DE NOS CLIENTS. LA CRISE FINANCIÈRE S'EST TRANSFORMÉE EN UNE CRISE ÉCONOMIQUE ET UNE CRISE DE L'EMPLOI, QUI SONT SUSCEPTIBLES DE DÉBOUCHER SUR UNE CRISE SOCIALE ET HUMAINE, AVEC DES RÉPERCUSSIONS SUR LE PLAN POLITIQUE. DANS UN ENVIRONNEMENT INCERTAIN ET À ÉVOLUTION RAPIDE, LE RAPPORT ANNUEL 2009 DE LA MIGA REFLÈTE LES ORIENTATIONS SUIVIES PAR L'AGENCE POUR DESSERVIR NOS CLIENTS DANS UN ESPRIT DE FLEXIBILITÉ ET D'INNOVATION.

Pour la MIGA, le défi rencontré cette année a été de promouvoir les investissements directs à l'étranger (IDE) dans les pays en développement, à une période caractérisée par l'affaiblissement des capitaux d'investissement. Alors qu'un grand nombre d'investisseurs préfèrent se tenir à l'écart en raison des difficultés du contexte actuel, ceux qui ont continué à opérer ont reconnu le besoin de garanties contre le risque politique, comme celles offertes par la MIGA.

Cette année, la MIGA a émis des garanties à hauteur de 1,4 milliard de dollars pour une variété de projets, un résultat en baisse par rapport au niveau record de 2,1 milliards de dollars de garanties en 2008. Mais la MIGA a également essuyé bien moins d'annulations d'assurances en cours cette année par rapport aux années précédentes.

Pour mieux répondre à la crise, la MIGA a participé à la majorité des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour mobiliser des ressources, notamment le financement, des produits de couverture et des garanties, des services d'expertise et des partenariats pour la fourniture d'une aide accélérée aux pays qui en ont le plus besoin. Parallèlement, la MIGA a continué à se concentrer sur son activité principale : soutenir les projets qui permettent de



créer des emplois, fournir de l'eau, de l'électricité et autres infrastructures de base, rétablir les systèmes financiers effondrés, générer des recettes fiscales et transférer les compétences et le savoir-faire technologique.

Plus important encore, cette année, la MIGA a lancé une initiative pour soutenir les mouvements de capitaux entre les banques et leurs filiales situées dans les pays les plus durement touchés par la crise financière. Bien que de portée mondiale par définition, cette initiative s'est révélée particulièrement utile aux économies d'Europe de l'Est et d'Europe centrale, permettant aux banques de continuer à soutenir toute une gamme d'activités locales.

La MIGA soutient également des projets destinés à aider les populations les plus vulnérables. Cette année, elle a conclu un contrat novateur facilitant l'apport de 100 millions de dollars à titre d'investissements en Afrique subsaharienne au profit de PME, entreprises qui constituent le principal vivier d'emplois sur tout le continent. La MIGA s'est jointe à la BIRD et la SFI, en partenariat avec d'autres agences

multilatérales et institutions régionales pour stimuler la croissance économique en Europe de l'Est et Europe centrale, en Asie centrale, en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes et placer ces régions en position de bénéficier de la reprise des activités.

La MIGA a également procédé à des changements sur le plan interne. En période de crise financière, la promotion de l'investissement direct à l'étranger dépend de la rapidité à répondre aux nouveaux besoins des clients. Je tiens à féliciter le Conseil d'administration de la MIGA pour avoir su reconnaître ces besoins et avoir approuvé les changements apportés cette année aux affaires courantes. Ceux-ci amélioreront la flexibilité opérationnelle et l'efficacité procédurale de la MIGA et devraient susciter une hausse d'activités, tout en renforçant la position de la MIGA en tant qu'institution autonome.

Il faudra combiner tous les efforts des membres du Groupe de la Banque

Pour mieux répondre à la crise, la MIGA a participé à la majorité des efforts déployés par le Groupe de la Banque mondiale pour mobiliser des ressources, notamment le financement, des produits de couverture et des garanties, des services d'expertise et des partenariats pour la fourniture d'une aide accélérée aux pays qui en ont le plus besoin.

mondiale, en collaboration avec les gouvernements, le secteur privé et nos partenaires multilatéraux, pour honorer nos engagements afin de satisfaire les besoins immédiats et, à moyen et long terme, établir les bases d'une reprise et d'une croissance tout en aidant à lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie.

C'est pourquoi je tiens à remercier le personnel dévoué et hautement qualifié de la MIGA pour son travail difficile et son engagement envers ses clients durant ces périodes éprouvantes. Je désire aussi exprimer ma reconnaissance à Izumi Kobayashi, vice-président exécutif de la MIGA, qui a été nommé à ce poste en novembre dernier et dirige déjà une excellente équipe avec discernement et expérience.

Et je me réjouis d'avance de bénéficier du soutien des actionnaires et des partenaires de la MIGA à mesure que nous poursuivons nos efforts en vue de contribuer à une mondialisation viable et profitant à tous.



Robert B. Zoellick,
le 30 juin 2009

FAITS MARQUANTS DES ACTIVITÉS DU CONSEIL

Au cours de l'exercice 09, le Conseil d'administration de la MIGA a examiné et approuvé des garanties d'investissement pour 28 projets. Il a également coordonné et revu le processus de planification et d'établissement du budget de la MIGA pour le prochain exercice budgétaire, et approuvé les directives opérationnelles de l'Agence. Les modifications apportées aux directives opérationnelles sont les plus importantes de toute l'histoire de la MIGA et sont discutées en détail dans la suite de ce rapport.

Le Conseil a examiné deux rapports préparés par le Groupe d'évaluation indépendante (GEI). Le rapport annuel 2009 de la MIGA préparé par le GEI a examiné la mise en œuvre de la stratégie de la MIGA dans les pays membres de l'IDA et son engagement dans les pays touchés par des conflits. Le rapport a également évalué les activités d'assistance technique offertes par le biais des Services

consultatifs pour les investissements à l'étranger. Le Conseil a également discuté d'une étude réalisée conjointement avec le GEI, *Instruments de garantie de la Banque mondiale, 1990–2007*.

La MIGA a soumis des rapports financiers trimestriels et collaboré à la rédaction de stratégies d'aide-pays et de partenariat du Groupe de la Banque mondiale qui étaient envisagées par le Conseil.

Un Conseil de Gouverneurs et un Conseil d'administration représentant 174 pays membres encadrent les activités de la MIGA. Chaque pays nomme un Gouverneur et un Gouverneur suppléant. Le Conseil des Gouverneurs est investi de tous les pouvoirs de la MIGA, mais il en délègue la majeure partie à un Conseil de 24 Administrateurs. Le droit de vote est pondéré en fonction de la participation au capital du pays représenté par chaque Administrateur. Les Administrateurs

se réunissent régulièrement au siège du Groupe de la Banque mondiale, à Washington, pour examiner les projets d'investissement, prendre les décisions nécessaires à leur sujet et superviser la politique générale d'administration de l'Agence.

Les Administrateurs sont aussi membres d'au moins un des cinq comités permanents :

- Comité pour l'efficacité du développement
- Comité d'audit
- Comité du budget
- Comité du personnel
- Comité d'éthique
- Comité de la gouvernance et des questions administratives

Ces comités étudient avec la plus grande attention les politiques et pratiques de la Banque pour aider le Conseil à s'acquitter de ses responsabilités de supervision.



CONSEIL DES ADMINISTRATEURS DE LA MIGA, AU 30 JUIN 2009

De gauche à droite : (assis) Carolina Rentería, Jim Hagan, Jiayi Zou, Alexey Kvasov, Susanna Moorehead, Michael Hofmann, Giovanni Majnoni ; (debout) Toga Mcintosh, Sun Vithespongse, Abdulhamid Alkhalifa, Dante Contreras, Rudolf Treffers, Eli Whitney Debevoise, Svein Aass, Louis Philippe Ong Seng, Pulok Chatterji, Samy Watson, Merza Hasan, Toru Shikibu, Michel Mordasini, Sid Ahmed Dib, Gino Alzetta, Ambroise Fayolle, José Alejandro Rojas Ramírez (pas sur la photo) Abdulrahman Almfadhi

MESSAGE DU VICE-PRÉSIDENT EXÉCUTIF



LE DERNIER EXERCICE A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT DIFFICILE POUR LA MIGA EN RAISON DE L'INCERTITUDE CAUSÉE PAR LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE ET LA RÉDUCTION DES CAPITAUX D'INVESTISSEMENT. À VRAI DIRE, LA SITUATION A ÉTÉ DIFFICILE POUR LA PLUPART DES INSTITUTIONS QUI DÉPENDENT DE L'INVESTISSEMENT PRIVÉ ET, POUR LE DÉVELOPPEMENT, SELON LES RÉCENTES PROJECTIONS DE LA BANQUE MONDIALE, LES FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS À L'ÉTRANGER (IDE) DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT DEVRAIENT BAISSER DE 30 % EN 2009 POUR ATTEINDRE LA SOMME DE 385 MILLIARDS DE DOLLARS.

Dans cet environnement extérieur difficile, le volume des nouveaux contrats de la MIGA a baissé d'une année à l'autre, passant de 2,1 milliards de garanties pour l'exercice 2008 à 1,4 milliard destinés à 26 projets dans des pays en développement. Parmi eux, dix projets ont été effectués en Afrique subsaharienne, une région qui reste toujours une priorité pour la MIGA. Notre portefeuille a toutefois enregistré une croissance de 800 millions de dollars cette année, pour atteindre le chiffre de 7,3 milliards, due en partie au faible niveau de contrats en fin de vie dans le portefeuille. Nous avons observé que les détenteurs de garantie ont de plus en plus tendance à conserver leur assurance vu la préoccupation accrue à l'égard de tous les types de risque dans l'environnement actuel.

Malgré les circonstances défavorables, nous nous efforçons de positionner la MIGA en vue de l'avenir et de la reprise économique que nous espérons tous voir redémarrer en 2010. Au cours du dernier exercice, nous avons peaufiné notre structure organisationnelle, élargi notre gamme de produits et amélioré notre service pour mieux répondre aux besoins des clients. Notre priorité est toujours d'avoir un impact important sur le développement, en particulier dans les régions les plus gravement touchées par le ralentissement économique. À cet égard, nous avons participé aux initiatives régionales du Groupe de la Banque mondiale visant à

renforcer le secteur financier et les petites et moyennes entreprises (PME).

Plus précisément, l'agence a garanti dix prêts destinés à la recapitalisation de banques en Europe et en Asie centrale. Ce soutien était essentiel pour l'obtention du capital nécessaire dans ce contexte de crise persistante. Nous avons également fourni une assurance contre les risques politiques à dix projets pour PME afin de faciliter l'investissement à l'étranger alors que les capitaux se font de plus en plus rares ; c'est le plus grand nombre de projets réalisés à ce jour dans le cadre du programme pour les petits investissements, qui a été conçu pour toucher une catégorie d'investisseurs importants et mal desservis. Nous avons aussi conclu des contrats d'assurance complémentaire novateurs pour des projets en Afrique subsaharienne qui devraient avoir un fort impact sur le terrain et nous espérons pouvoir reproduire cette approche dans d'autres régions. En Afrique subsaharienne, nous avons payé de petites demandes d'indemnisation liées à des sinistres en vertu d'une couverture contre les risques de guerre et de troubles civils de la MIGA.

Au cours de l'exercice 2007, nous avons noté que notre capacité à adapter nos produits pour répondre aux demandes en mutation du marché de l'assurance contre les risques politiques faisait face à certaines restrictions. Je suis heureuse

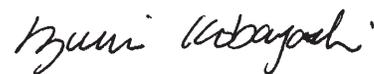
d'annoncer que, cette année, nous avons franchi une étape importante pour l'agence : notre conseil d'administration a approuvé l'adoption d'amendements aux directives opérationnelles de la MIGA. Ces changements, qui représentent la mise à niveau la plus importante des outils dont dispose la MIGA en 21 ans, nous permettent de réagir avec une plus grande souplesse et d'une manière mieux adaptée aux besoins du marché. En outre, nous nous employons à résoudre d'autres contraintes héritées de la convention à l'origine de notre agence et espérons faire des progrès à cet égard au cours du prochain exercice.

À mesure que la crise économique s'est déployée, nous avons renforcé notre coopération avec d'autres organismes du Groupe de la Banque mondiale, ainsi que nos partenaires privés et publics, pour mobiliser des ressources et maximiser la croissance et le développement

économiques. À l'avenir, nous désirons accroître nos efforts, aller au devant de nos collègues de la Banque mondiale dans leurs bureaux nationaux, ainsi qu'aux commanditaires de projets et la communauté financière dans le monde entier. Dans le cadre de cet effort, nous prévoyons de publier un nouveau rapport phare au cours de l'exercice 10 qui sera un recueil de réflexions et perspectives du secteur industriel sur le risque politique qui, nous l'espérons, attirera un grand public et suscitera beaucoup d'intérêt et de débats.

Pour terminer, j'aimerais profiter de l'occasion pour dire que je suis honorée d'avoir été choisie pour remplir les fonctions de Vice-président exécutif de la MIGA. J'aimerais également remercier notre personnel pour son professionnalisme et son dévouement et exprimer mon appréciation pour le soutien qu'il m'a donné lorsque je suis

entrée à l'agence et dans le Groupe de la Banque mondiale. J'attends avec impatience l'année qui s'ouvre, sachant que nous disposons du personnel, des ressources et des engagements qui nous permettront de réussir notre mission, c'est-à-dire améliorer les conditions de vie des populations.



Izumi Kobayashi
30 juin 2009

L'ÉQUIPE DE DIRECTION DE LA MIGA



IZUMI KOBAYASHI
Vice-président exécutif



JAMES P. BOND
Directeur général



EDITH P. QUINTRELL
Directeur, Opérations



PETER D. CLEARY
Directeur et Conseiller juridique, Affaires juridiques et indemnisations



FRANK J. LYSY
Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale



KEVIN W. LU
Directeur financier et Directeur, Finance et gestion des risques



CHRISTINE I. WALLICH
Directeur, GEI - MIGA



MARCUS S. D. WILLIAMS
Conseiller, Stratégie et opérations



KRISTALINA GEORGIEVA
Vice-président et Secrétaire

IMPACT SUR LE DÉVELOPPEMENT :
LA MIGA RÉAGIT FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE



« L'UNIQUE CERTITUDE QUE NOUS DONNENT LES ÉVÈNEMENTS DE L'ANNÉE DERNIÈRE EST QUE NOUS SOMMES INCAPABLES DE PRÉDIRE LES ÉVÈNEMENTS FUTURS AINSI QUE LA MANIÈRE DONT ILS PEUVENT ENTRAÎNER D'AUTRES SITUATIONS INATTENDUES. POUR RELEVER LES DÉFIS QUI NOUS ATTENDENT, NOUS DEVONS AVOIR UN ESPRIT D'INNOVATION APPUYÉE PAR DES MESURES CONCRÈTES. NOUS DEVONS AGIR VITE TOUT EN FAISANT PREUVE DE SOUPLESSE. NOUS DEVONS CONCEVOIR DES SOLUTIONS FAISANT INTERVENIR LES RESSOURCES ET LES COMPÉTENCES DE PARTENAIRES MULTIPLES – GOUVERNEMENTS, INSTITUTIONS INTERNATIONALES, SOCIÉTÉ CIVILE ET SECTEUR PRIVÉ ».

ROBERT B. ZOELLICK,

PRÉSIDENT DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

UNE PÉRIODE DIFFICILE

NOUS VENONS DE TRAVERSER UNE ANNÉE EXTRÊMEMENT DIFFICILE, CARACTÉRISÉE PAR UNE MULTITUDE DE DÉFIS ET D'INCERTITUDES DANS LE MONDE ENTIER. RAPPELEZ-VOUS, IL Y A À PEINE UN AN LA CRISE FINANCIÈRE A DÉBUTÉ ET S'EST RAPIDEMENT PROPAGÉE AU-DELÀ DES FRONTIÈRES NATIONALES POUR TOUCHER LA PLUPART, SINON TOUS LES PAYS DÉVELOPPÉS. LES PRÉVISIONS OPTIMISTES SELON LESQUELLES LES PAYS ÉMERGENTS ET LES PAYS INDUSTRIALISÉS POURRAIENT ÉCHAPPER AU TSUNAMI SE SONT RÉVÉLÉES FAUSSES ET LA SITUATION S'EST VITE TRANSFORMÉE EN UNE CRISE ÉCONOMIQUE.

Même avant l'émergence de la profonde crise financière de septembre 2008, la croissance mondiale manifestait déjà des signes de ralentissement. L'économie mondiale a été gravement touchée et nous constatons que les progrès en matière de croissance réalisés ces dernières années au prix de durs efforts sont maintenant compromis. Ici encore, ce sont les personnes les plus démunies qui sont le plus durement touchées par la crise, ayant déjà souffert de la hausse des prix alimentaires et pétroliers au début de l'année.

PERSPECTIVES POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

Ce qui a débuté comme une crise financière aux États-Unis a donné lieu à une des contractions économiques les plus brutales de l'histoire contemporaine, touchant et affectant tout le monde. Fin mars, les économistes de la Banque mondiale ont procédé à une révision des perspectives économiques mondiales pour 2009, vu l'évolution rapide des circonstances. Le fait qu'ils jugent hautement incertaine la possibilité d'une légère reprise en 2010 n'augurait rien de bon pour les perspectives de développement durable.

Leurs données mises à jour montrent que le PIB mondial se contractera de 1,7 % en 2009, ce qui sera le premier déclin enregistré dans la production mondiale,

les économies des pays de l'OCDE devant s'attendre à une contraction de 3 %, face à 2 % pour les autres pays à revenu élevé. Ils ont prédit que le PIB parmi les pays en développement reculerait de 5,8 % en 2008 à 2,2 % en 2009.

Pratiquement aucun pays en développement, qu'il s'agisse d'un pays à marché émergent en Europe de l'Est ou l'un des pays les plus pauvres ou émergents en Afrique, n'a échappé à l'impact de la crise. La Banque mondiale estime que la récente crise des prix alimentaires et pétroliers a déjà fait retomber plus de 100 millions de personnes dans la pauvreté et que la crise actuelle risque de porter atteinte à 55 à 90 millions de personnes supplémentaires cette année en raison de la récession mondiale.

IMPACT SUR L'INVESTISSEMENT DIRECT À L'ÉTRANGER

L'impact sur les investissements directs à l'étranger (IDE) a été considérable et aura une répercussion profonde, non seulement pour la MIGA, mais surtout pour les pays membres que nous desservons. Au cours des dernières décennies, le caractère utilitaire des IDE, la plus grande composante des mouvements internationaux de capitaux pour le monde en développement, s'est accru au point de devenir une source majeure de financement pour un grand nombre de pays en

développement. Entre autres avantages, les investissements directs à l'étranger sont essentiels pour la création d'emplois. Ils aident à créer l'espace fiscal qui permet aux gouvernements d'utiliser des budgets et une aide au développement limités pour répondre aux autres besoins critiques de leurs habitants qui ne peuvent pas être assurés par le secteur privé, comme l'éducation et les soins médicaux.

Une opinion largement répandue est que les investissements dans les infrastructures, l'exploitation minière et autres activités gourmandes en capitaux (qui dépendent toutes fortement des IDE) peuvent dégager des profits considérables. Ils conduisent à une croissance et un développement économiques qui dépassent le cadre du projet immédiat, comme la construction de routes qui offrent aux populations locales l'accès aux marchés et le financement de toutes sortes de petites et moyennes entreprises (PME). Les investisseurs étrangers assurent habituellement le transfert de connaissances mondiales et l'apprentissage des meilleures pratiques qui aident à développer les capacités nationales.

Mais malheureusement, ici aussi la crise a eu de graves répercussions et les niveaux d'IDE cette année ont fortement baissé dû au resserrement des liquidités dans les pays développés et à la détérioration des perspectives de croissance dans les pays en développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, l'investissement direct à l'étranger dans les pays en développement reculera de près de 30 % pour atteindre environ 385 milliards de dollars, un chiffre en baisse comparé aux 583 milliards (estimation) en 2008 et 520 milliards en 2007.

RÉPONSE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

dans ce contexte, Robert B. Zoellick, Président du Groupe de la Banque mondiale, invite instamment les leaders du monde entier à trouver des solutions multilatérales à la crise mondiale. Le Groupe de la Banque mondiale, ainsi que d'autres institutions financières et organismes internationaux, s'est employé à poser les jalons d'une reprise et d'une croissance durables. Nous pensons que, vu l'accès restreint aux capitaux privés, chacun doit jouer un plus grand rôle pour acheminer un maximum de ressources dans les pays en développement et

aider ces pays à appliquer leurs propres politiques sur la manière de mieux gérer et protéger leurs ressources.

En tant que groupe, nous utilisons toutes nos ressources, notamment le financement, des produits de couverture et des garanties, des services d'expertise et des partenariats pour pouvoir déployer une assistance rapide. L'engagement de l'organisation envers les besoins du client et une réponse innovante, souple et rapide est à l'origine de certaines initiatives très spécifiques et de la hausse de ressources destinées à aider les pays touchés par la crise.

À cet égard, la Banque mondiale, la MIGA et l'IFC travaillent en complémentarité pour faciliter la croissance et attirer les capitaux privés dans les pays en transition et en développement dans le monde entier.

RÉPONSE DE LA MIGA

en particulier, les garanties de la MIGA encouragent l'investissement direct à l'étranger responsable et durable, servant à promouvoir la croissance, créer des emplois, injecter des liquidités dans les marchés et améliorer la vie des habitants dans les pays en développement. À mesure que nous traversons cette crise, la MIGA s'emploie à améliorer ses opérations et sa souplesse d'adaptation afin d'aider les commanditaires de projets en puissance dans les pays en développement à mieux limiter leurs risques, de manière que les possibilités d'investissement présentent plus d'intérêt et qu'un plus grand nombre de projets prometteurs soient réalisés.

La MIGA a apporté quelques réponses spécifiques à la crise au cours de l'année. Face à l'intensification des pressions financières internationales, nous avons lancé une vaste initiative pour encourager les flux financiers entre les banques et leurs filiales dans les pays touchés par la crise financière mondiale. Les garanties offertes par la MIGA jouent un rôle essentiel en permettant la circulation transfrontalière de capitaux entre les institutions financières et leurs filiales, aux niveaux nécessaires pour assurer à ces dernières une capitalisation et/ou des liquidités suffisantes, en particulier durant cette période turbulente.

Dans le cadre de cette initiative, nous serons en mesure de fournir ce type de garanties à l'échelle mondiale, dont un maximum de 3 milliards de dollars seront disponibles pour

les investissements dans les économies les plus fortement touchées en Europe et en Asie centrale. Cette intervention fait suite et repose sur l'engagement pris par la MIGA en février dernier, lorsque nous nous sommes joints aux efforts de la Banque mondiale et de l'IFC, la BERD et la BEI pour concevoir une initiative coordonnée visant à stabiliser le secteur financier dans cette région. Nous sommes convaincus qu'une action coordonnée entre les institutions financières, les gouvernements de toute l'Europe et les institutions européennes aidera le secteur financier de la région à sortir de la crise actuelle en position de force.

Parallèlement, la MIGA poursuit activement l'instauration d'un cadre et d'ententes contractuelles avec d'autres institutions financières afin de créer des mécanismes permettant de réagir rapidement aux demandes d'institutions dans le besoin et d'acheminer des liquidités aux investisseurs. À cet égard, nous avons conclu un contrat novateur avec la société African Development Corporation (ADC) pour développer un produit qui facilitera la mobilisation de capital risque privé pour de nouveaux investissements en Afrique subsaharienne. Ce qui est d'autant plus important dans un environnement caractérisé par le manque de confiance des investisseurs, comme indiqué plus en détail dans la suite de ce rapport.

Afin de maximiser les capacités de couverture que la MIGA peut apporter à un projet, nous travaillons en étroite collaboration avec des organismes de réassurance du secteur privé et public. En assumant le rôle de « façade » pour les transactions, la MIGA a permis l'accès à une couverture qui autrement n'aurait pas été mise à la disposition de clients et de pays hôtes. Sa capacité actuelle à mobiliser des moyens supplémentaires est le résultat de relations à long terme avec des organismes de réassurance. Depuis une dizaine d'années, nous avons réassuré des projets avec un panel de compagnies d'assurance du secteur public et privé, établissant des relations qui soutiennent actuellement nos opérations de syndication. En outre, la MIGA coopère également avec des établissements nationaux de pays membres, comme des organismes de crédit à l'exportation. En endossant les opérations de réassurance, nous libérons leur capacité de fournir d'autres investissements.

Nous avons également pris des mesures l'an dernier pour améliorer la gamme et la flexibilité de nos produits. À cet égard, le Conseil de la MIGA a approuvé un certain nombre de changements à apporter à nos Directives opérationnelles dans le but d'améliorer l'efficacité globale. Nous poursuivons notre quête afin de trouver des méthodes plus ingénieuses et plus utiles pour desservir nos clients, surtout face aux défis actuellement rencontrés et au besoin vital de rétablir la circulation de capitaux productifs.

RÉALISATIONS DE LA MIGA

Nous comprenons que nous traversons une période très difficile et que nos clients, ainsi que nos actionnaires, les pays membres, sont confrontés à des défis majeurs. En termes de réalisations, lesquelles sont soulignées dans la partie « Aperçus opérationnels » de ce rapport, nous avons constaté que notre portefeuille de projets en cours avait été fortement touché : de nombreux accords que nous envisagions de soutenir essuient des retards importants, soit qu'ils soient mis en attente, soit qu'ils soient entièrement annulés, en particulier ceux qui dépendent d'un financement par emprunt.

Cependant, dans la mesure où des projets continuent à aller de l'avant – ou pour ceux prévus pour le moment où les marchés commenceront à se rétablir – nous avons constaté un regain d'intérêt pour une meilleure gestion des risques de tous types, qu'ils soient de nature commerciale ou politique. Nous avons également remarqué que le taux d'annulation de notre couverture a fortement chuté d'une année à l'autre. Il n'est pas rare que les clients annulent leur couverture d'assurance contre les risques politiques après quelques années, dès qu'un projet est mis sur pied et que les commanditaires se sont familiarisés avec l'environnement local. Le fait que l'exercice qui vient de finir n'ait enregistré que très peu d'annulations d'assurance sur place souligne l'approche bien plus conservatrice des titulaires de garanties actuels en matière de gestion des risques.

ENGAGEMENTS PRIORITAIRES ENVERS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

le Groupe de la Banque mondiale est résolu à concrétiser sa vision, que nous partageons, d'une mondialisation durable et solidaire afin d'éliminer la pauvreté,

accélérer la croissance tout en respectant l'environnement, et donner des chances et de l'espoir aux plus défavorisés. Le programme d'activités pour répondre aux défis auxquels sont confrontés les pays en développement présenté par le Président Zoellick il y a deux ans est toujours d'actualité, en particulier du fait que les pays essaient de maîtriser les problèmes posés par la crise économique dont personne n'est à l'abri.

En tant que groupe, nous avons un rôle à jouer, en particulier en ce qui concerne six priorités stratégiques : les pays les plus pauvres, les États fragiles, les pays touchés par un conflit, les pays à revenu intermédiaire, les biens publics mondiaux et le monde arabe. Ce qui détermine ces priorités, c'est la capacité du Groupe de la Banque à canaliser une connaissance et une expertise approfondies qui bénéficieront à des travaux en matière de développement. Surtout dans le contexte actuel, que les pays soient pauvres ou à revenu intermédiaire, ils ont besoin d'aide pour limiter les dégâts causés par la crise économique et se préparer à la reprise.

L'an dernier, la MIGA a soutenu en priorité la riposte immédiate à la crise financière par le Groupe de la Banque, tout en déployant sa propre gamme d'outils et de solutions uniques pour réaliser l'objectif d'une mondialisation solidaire et durable. Les six domaines stratégiques mentionnés plus haut sont dans le droit fil de nos priorités opérationnelles qui sont de favoriser les investissements dans les pays les plus pauvres du monde, les pays touchés par un conflit, les projets d'infrastructure complexes et les projets sud-sud (investissements entre pays en développement).

RÉALISER UN CHANGEMENT

La plupart des projets soutenus financièrement par la MIGA durant l'exercice correspondent à un ou plusieurs des thèmes stratégiques définis plus haut. Notre expérience sur le terrain dans toutes les régions du globe a confirmé ce que nous avons appris des commanditaires de projets et ce que nous avons lu dans les gros titres. Malgré la baisse des investissements directs à l'étranger, les pays en développement ont continué à faire appel à l'investissement du secteur privé pour soutenir leur croissance économique. Mais l'assèchement des liquidités a mis à l'épreuve le goût du risque des investisseurs

internationaux pour les projets dans des économies émergentes. Même dans ce contexte difficile, la MIGA a pu jouer un rôle critique et aider ces économies à croître en soutenant des projets et des initiatives destinés à améliorer le niveau de liquidités, en particulier pour les PME, créer des emplois et construire les infrastructures essentielles, permettant ainsi aux gouvernements de consacrer leurs ressources aux besoins sociaux plus urgents.

Impact régional

ASIE ET RÉGION DU PACIFIQUE

La MIGA a fourni une assurance contre les risques politiques pour grande variété de projets dans cette région qui offre des opportunités aux investisseurs étrangers. À ce jour, nous avons émis près de 2 milliards de dollars de garanties pour plus de 90 projets, allant du soutien de la microfinance en Afghanistan à la construction d'un centre de traitement complet des déchets solides en Chine. Bien qu'initialement cette région ait été moins touchée par la crise financière, elle a tout de même souffert en raison de la dépendance aux exportations et aux IDE d'un grand nombre de pays qui se retrouvent en position vulnérable.

Par exemple, la MIGA est intervenue dans le secteur financier au Pakistan. Ce secteur est confronté à de nombreux défis, notamment le faible taux de pénétration des banques et un accès limité aux produits financiers, en particulier en faveur des PME et des communautés rurales. Pour continuer à aider les segments productifs, mais mal desservis de l'économie, nous avons émis des garanties l'an dernier à hauteur de 1,8 million de dollars pour l'établissement de la Kashf Microfinance Bank, conjointement avec la Kashf Foundation, une fondation qui applique une politique de prêts collectifs pour financer les propriétaires de petites et de micro-entreprises, surtout les femmes, dans toutes les régions du pays.

Nous savons par expérience qu'un meilleur accès aux services financiers permet de réduire la pauvreté et accroître les possibilités économiques des populations à faible revenu. Notre soutien à la création d'une banque nationale, réglementée, à but lucratif et spécialisée dans la microfinance devrait encourager de nouveaux entrants

et une meilleure pénétration globale pour répondre aux vastes besoins de services financiers des Pakistanais les plus démunis.

Nous participons également aux progrès réalisés dans le domaine des infrastructures et de l'environnement dans le sud-ouest de la Chine, où l'urbanisation et l'expansion industrielle trop rapides ont entraîné de graves problèmes d'évacuation des eaux usées. Nous avons soutenu un projet de traitement des eaux usées dans la commune de Chongqing qui devrait assurer une amélioration de la qualité des eaux, ainsi que de meilleures pratiques environnementales dans une région qui accuse un certain retard en termes d'investissements directs à l'étranger.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

La crise financière a particulièrement touché les pays de cette région, comme indiqué plus haut dans ce rapport, en raison de leur intégration sur les marchés financiers européens. Il en résulte que la région est plus vulnérable du fait que la récession s'est aggravée et que les mouvements de capitaux marquent un temps d'arrêt. Pour restaurer la liquidité dans cette région durant l'exercice 09, la MIGA a pratiquement consacré toute son aide à des projets bénéficiant le secteur financier. À l'avenir, nous envisageons de poursuivre notre soutien au secteur financier dans les pays touchés afin de répondre à leurs besoins pressants en capitaux et de liquidités. (Voir l'encadré 1).

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Bien que cette région ait été touchée par la crise financière, surtout en raison des liens entre certains pays et le secteur financier des États-Unis, nous estimons qu'elle constituera une part importante de notre portefeuille d'investissements et conservera son caractère attrayant aux yeux des investisseurs. En réponse à la crise, la MIGA s'est jointe au Groupe de la Banque mondiale, à la Banque interaméricaine de développement et la Société interaméricaine d'investissement (BID/IIC), la Corporación Andina de Fomento (CAF), la Banque de développement des Caraïbes (CARIBANK) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) dans le cadre d'une initiative visant à stimuler la croissance économique. Les filiales du Groupe de la Banque fourniront la somme de

Les garanties de la MIGA encouragent l'investissement direct à l'étranger responsable et durable, servant à promouvoir la croissance, créer des emplois, injecter des liquidités dans les marchés et améliorer la vie des habitants dans les pays en développement.

35,6 milliards de dollars sur le total des 90 milliards engagés pour ce programme.

Nous sommes heureux des progrès réalisés dans certains projets que nous avons déjà soutenus, en particulier dans le domaine des infrastructures. (Voir l'encadré 2) Depuis sa création, la MIGA a émis 7 milliards de dollars de garanties pour plus de 160 projets en Amérique latine et dans les Caraïbes, couvrant tous les secteurs et touchant vingt pays.

Au cours de l'exercice 09, nous avons fourni des garanties à hauteur de 34 millions de dollars, la part du lion allant à un projet d'infrastructure au Brésil qui finance la construction, l'exploitation et la maintenance de nouvelles lignes électriques tout au long de l'axe nord-sud du pays. Ce projet devrait aider à remédier au déséquilibre entre l'approvisionnement et la demande en électricité causé par les distances géographiques et les différences climatiques d'une région à l'autre. Par la même occasion, le fait de disposer d'une source d'énergie plus régulière permettra au Brésil de continuer sur la voie de la croissance économique.

Nous avons également garanti un projet en matière de microfinance en Uruguay pour soutenir les petites entreprises et offrir des services bancaires à des communautés mal desservies. L'infrastructure financière actuelle y est dominée par de grandes banques qui ne répondent pas aux besoins de certains de leurs groupes les plus vulnérables. Ce projet, par le soutien qu'il offre aux petits entrepreneurs, devrait aider à créer des emplois, relever le niveau de vie et peut-être encourager de nouveaux entrants sur le marché de la microfinance en Uruguay.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Cette région a moins souffert de la crise financière mondiale touchant le secteur bancaire dans de nombreux pays, mais les effets sur l'économie réelle n'ont pas fini

de se faire sentir. Ces 20 dernières années, la MIGA a émis presque un milliard de dollars de garanties destinées à 19 projets dans 11 pays, couvrant des investissements dans le secteur bancaire, le secteur manufacturier, les services sanitaires, les systèmes d'égout, les hydrocarbures, les télécommunications et le tourisme.

La MIGA a également accordé des garanties d'une valeur de 886 millions de dollars à des sociétés et des banques locales investissant dans des pays en développement en dehors de leur région, fidèle à son engagement envers le soutien aux investissements sud-sud. En 2009, nous avons souscrit à un certain nombre de projets, mais ceux-ci ont été retardés en raison de la crise financière mondiale.

En octobre dernier, nous avons accueilli un nouveau membre, l'Iraq. En avril 2009, nous avons participé à une mission d'étude dans ce pays afin de mieux comprendre quels étaient ses besoins en matière de développement et ses possibilités d'investissement et souligner l'engagement du Groupe de la Banque mondiale à aider l'Iraq dans le cadre de sa reprise économique durable. Nous examinons également d'autres mécanismes par lesquels la MIGA pourrait faciliter l'apport d'investissements sûrs et productifs en Iraq en dehors de son programme de garantie.

De même l'an dernier, le Groupe de la Banque mondiale a lancé à nouveau officiellement un fonds d'affectation spéciale administré par la MIGA et co-sponsorisé par la BEI, le gouvernement du Japon et l'Autorité palestinienne. Ce fonds est destiné à encourager l'investissement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et a été élargi, pendant l'exercice 09, pour offrir une couverture aux investisseurs locaux aussi bien qu'étrangers.

Nous avons également entamé des discussions avec le Centre financier international de Dubaï (DIFC) afin d'identifier un accord de partenariat qui

LA CRISE FINANCIÈRE ET LE SOUTIEN DES BANQUES EUROPÉENNES

EN CONSÉQUENCE DE LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE, LES BANQUES DANS LES ÉCONOMIES ÉMERGENTES ONT DÛ FAIRE FACE AU TARISSEMENT DES LIQUIDITÉS ET À LA CHUTE LIBRE DES MARCHÉS BOURSIERS. NOUS AVONS RÉAGI EN OFFRANT PLUSIEURS SOLUTIONS VISANT À AIDER LES BANQUES À POURSUIVRE ET ÉTENDRE LEURS OPÉRATIONS DE PRÊTS.

La perception du risque commercial et non-commercial dans la région Europe et Asie centrale s'est intensifiée à cause de la crise économique. Pour faire face aux difficultés, les plus grands organismes d'investissement et de prêts multilatéraux de la région – la BERD, le groupe BEI et le Groupe de la Banque mondiale – se sont engagés à fournir un maximum de 24,5 milliards d'euros (31 milliards de dollars) pour soutenir le secteur bancaire de la région et financer le crédit destiné aux entreprises. Cette aide financière comprend le financement par capitaux propres et par emprunts, des lignes de crédit et une assurance contre les risques politiques. Dans ce train de mesures, la MIGA fournira une capacité de garantie contre les risques politiques à hauteur de trois milliards de dollars pour aider le secteur bancaire à répondre à son besoin pressant en capital et en liquidités et épauler l'effort de recapitalisation par les banques mères.

L'initiative prise par les investisseurs/prêteurs internationaux complémente et soutient les ripostes à la crise mises en œuvre sur le plan



national : grâce à elle, les institutions financières internationales déploieront une assistance financière rapide, à grande échelle et coordonnée pour soutenir les prêts à l'économie réelle par l'intermédiaire de groupes bancaires privés, en particulier au profit des PME.

Au cours de l'exercice 09, la MIGA a émis 12 garanties pour un total de 1,2 milliard de dollars destinés à dix projets dans le secteur financier dans la région Europe et Asie centrale.

Investissements dans le secteur financier soutenus en Europe et Asie centrale au cours de l'exercice 09

Pays bénéficiaire	Pays de l'investisseur	Nom du projet	Montant de la garantie (millions de dollars)
Bosnie-Herzégovine	Autriche	Raiffeisen Leasing d.o.o. Sarajevo	47,7
Hongrie	Autriche	UniCredit Bank Hungary Zrt.	133,8
Kazakhstan	Autriche	ATF Bank, Kazakhstan	190,0
Lettonie	Autriche	AS "UniCredit Bank"	100,3
Moldavie	Roumanie	I.C.S. Raiffeisen Leasing Moldova (RLMD)	6,2
Russie	Autriche	Closed Joint Stock company UniCredit Bank Russia	90,3
Russie	Belgique	Absolut Bank Russia	120,0
Serbie	Autriche	UniCredit Bank Serbia JSC	134,2
Ukraine	Autriche	Joint Stock Commercial Bank for Social Development Ukrsofsbank	247,0
Ukraine	Autriche	Raiffeisen Leasing Aval LLC	142,5

permettra de faciliter le développement de marchés régionaux de valeurs mobilières. La souplesse avérée de la MIGA nous permettra de personnaliser nos produits et de fournir une couverture d'assurance à la fois selon les directives du milieu financier traditionnel et celles du système financier islamique.

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'Afrique fait toujours partie de nos priorités stratégiques, d'autant plus que la crise financière menace de réduire à néant les progrès récemment obtenus sur ce continent. Depuis sa fondation, la MIGA a garanti près de 2,6 milliards de dollars d'investissements en Afrique, soutenant 100 projets répartis dans 29 pays. Le soutien apporté par la MIGA souligne également notre engagement envers les pays les plus démunis, ainsi que notre capacité à aider les pays sortant d'un conflit et les États fragiles.

L'an dernier, la MIGA a soutenu un certain nombre de projets dans cette région, allant du secteur financier à l'industrie agro-alimentaire, en passant par le tourisme. La plupart des projets ont été garantis par le biais du programme pour les petits investissements. Cependant, la taille des projets n'est pas toujours un bon indicateur de l'impact sur le développement, en particulier en Afrique où de petits investissements peuvent avoir des retombées d'une ampleur considérable permettant la création d'emplois et stimulant la croissance économique. Voici quelques-uns de ces projets, qui sont tous discutés plus en détail dans la section Activités régionales.

Une des initiatives déjà mentionnée est un contrat novateur signé avec ADC, une société de développement de l'entreprise dont le capital est en grande partie détenu par des investisseurs allemands, pour faciliter des investissements d'un montant plafonné à 100 millions de dollars dans des PME en Afrique subsaharienne. Dans le cadre de la riposte que nous menons face à la crise financière mondiale, ce contrat fournit une capacité de garantie globale et aidera ADC à mobiliser un capital-risque à une période critique, caractérisée par l'accès limité aux moyens de financement et le ralentissement de l'activité économique à l'échelle mondiale. Nous comptons que

cette structure de garantie sera réutilisée pour d'autres fonds ou investisseurs similaires souhaitant attirer des capitaux dans le contexte financier difficile dans lequel nous opérons actuellement.

Les deux premiers projets financés par ADC ont été réalisés au Rwanda où la promotion d'une croissance multisectorielle dans l'activité économique et dans le secteur privé est une condition essentielle à la reprise. Ces deux projets devraient avoir un impact positif, surtout en cette période critique de turbulence financière, par l'injection de liquidités dans le système bancaire du pays.

Nous avons également émis une garantie d'une valeur de 4,3 millions de dollars pour un projet agro-alimentaire portant sur l'installation et l'exploitation d'une raffinerie à Boma, une ville portuaire dans la République démocratique du Congo. Ce projet devrait avoir des effets positifs sur l'économie nationale en créant des emplois pour la population locale, en générant d'importantes recettes fiscales pour le gouvernement et en créant une source d'approvisionnement local de biens et de services.

Un autre domaine d'activité majeure de la MIGA dans la région est le fonds destiné au développement environnemental et social de l'Afrique. Financé par un don du gouvernement japonais, il permet à la MIGA de fournir une assistance technique à des projets en cours ou envisagés en Afrique pour améliorer leur performance sur le plan environnemental et social. Plusieurs fonds d'affectation spéciale ont financé des activités qui ont débuté au cours de l'exercice 2008 et produit des résultats durant cette année fiscale. Par exemple, un projet agro-alimentaire en Ouganda, après avoir été soumis à un audit sur la gestion de l'environnement, de la santé et de la sécurité, a obtenu la certification ISO 14001, et une entreprise minière au Mozambique a défini et mis en œuvre un plan d'action pour la prévention du paludisme. Le fonds a également permis la création d'outils pour l'application des principes volontaires en matière de sécurité et de droits de l'homme pour les principaux sites. Ces outils ont été présentés pendant l'exercice 09 et ont suscité des commentaires élogieux de la part des investisseurs.

Le fonds d'affectation spéciale participe également aux initiatives à portée plus générale du Groupe de la Banque mondiale en fournissant une formation supplémentaire à l'appui de la mise en œuvre et de la surveillance d'un plan d'action pour le recasement et la restauration des moyens d'existence dans le secteur des hydrocarbures.

Initiatives en matière de connaissances et d'apprentissage

Le Groupe de la Banque mondiale considère l'acquisition de connaissances comme étant l'élément-clé pour un développement efficace et le moteur de la réussite d'un organisme de développement. Un des plus grands atouts du Groupe est son savoir cumulatif d'expertise du développement et d'expérience sur le terrain. La MIGA est toujours aux premières lignes quant il s'agit de recueillir et partager les connaissances parmi les communautés spécialisées dans l'investissement et l'assurance au sens large sur les risques politiques et l'investissement direct à l'étranger. Au cours de cet exercice, nous avons à nouveau parrainé, conjointement avec l'université de Georgetown, le symposium biennuel sur la gestion des risques politiques à l'échelle internationale, qui est aujourd'hui considéré comme un des premiers forums pour l'évaluation sophistiquée des besoins et des capacités au sein de l'industrie.

La MIGA fournit également des renseignements de haute qualité à la communauté des investisseurs internationaux par le biais de ses services d'information en ligne, FDI.net et PRI-center. Nous envisageons maintenant de passer à une étape supérieure. En décembre 2009, nous prévoyons la publication d'un nouveau rapport sur les investissements internationaux et le risque politique qui réunira des experts sur le terrain chargés d'analyser les tendances et les conditions et de donner un aperçu de la perception du risque. Nous espérons que ce rapport deviendra la publication phare annuelle de la MIGA et une des premières sources de connaissances et d'informations pour nos clients et la communauté financière mondiale.

UNE ROUTE À PÉAGE MONTRE LA VOIE À SUIVRE AU COSTA RICA

LA RÉGION D'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES A ENREGISTRÉ UNE FORTE CROISSANCE ÉCONOMIQUES CES RÉCENTES ANNÉES — MAIS LES EFFETS DE LA CRISE FINANCIÈRE GLOBALE SE FONT DOULOUREUSEMENT SENTIR. MÊME AVANT LA CRISE, LES DÉPENSES EN INFRASTRUCTURES PAR PAYS DANS LA RÉGION ONT ACCUSÉ UNE FORTE BAISSE. AU COSTA RICA, DES INFRASTRUCTURES DÉSUËTES ENTRAVENT LA CROISSANCE. LE PAYS A BESOIN DE DÉPENSER 75 MILLIONS DE DOLLARS EN MOYENNE CHAQUE ANNÉE, RIEN QUE POUR L'ENTRETIEN DE SON RÉSEAU ROUTIER.

Un corridor de routes à péage couvertes par la MIGA entre San Jose, la capitale, et le port de Caldera sur l'Océan pacifique pourrait remédier à cette situation de différentes manières. Le montant des péages servira à l'entretien des routes afin d'assurer qu'elles soient en excellent état, ce qui permettra au gouvernement de consacrer les faibles ressources dont il dispose à d'autres dépenses. S'y ajoute l'effet psychologique qui s'ensuit lorsque les gens prennent conscience du développement, avec le sentiment que leur pays est sur les rails de la croissance économique. Et avec la hausse de la demande se profilent l'opportunité et le potentiel d'amélioration des moyens d'existence.

Dans le cadre du projet 2008, les garanties de la MIGA à hauteur de 158,5 millions de dollars couvrent un investissement en fonds propres par FCC Construcción S.A. et Itinere Infraestructura S.A., ainsi qu'un prêt par Caja Madrid. Les partenaires associés au projet disent que la participation de la MIGA a facilité les négociations entre le gouvernement, le concessionnaire et les conseils locaux pour réaliser le premier projet de partenariat public-privé du pays. Comme l'indique David Gutierrez, associé dans le cabinet d'avocats local, BLP Abogados, qui représentait Caja Madrid : « tout le monde était d'accord pour la route et le partenariat, mais c'est la contribution de la MIGA qui a été le facteur décisif pour qu'ils se fassent. Elle a procuré un certain degré de sécurité et continue à le faire, surtout vu ce qui se passe sur les marchés financiers ».

Néanmoins, un projet portant sur des infrastructures complexes peut être également confronté à des difficultés, en particulier lorsqu'il touche à des personnes et la possibilité de leur réinstallation. Dans ce projet, d'après toutes les parties concernées, les pratiques de sauvegarde sociale et environnementale de la MIGA ont permis de créer un nouveau modèle novateur pour les futurs projets d'infrastructures.

La nouvelle route à péage reliera la zone industrielle et commerciale du pays à l'un des principaux ports et permettra d'accéder facilement à la capitale. Elle devrait alléger les frais de transport en réduisant le temps de déplacement de 1,5 heure pour les personnes roulant tout le long du corridor. Cette nouvelle route diminuera les coûts liés à la congestion du trafic, comme la consommation d'essence et la détérioration des pièces et des pneus des véhicules. En facilitant l'accès au port de Caldera, cet investissement aidera à améliorer la compétitivité commerciale et peut-être réduire le prix des importations du pays.

Ce projet s'aligne sur la propre stratégie du gouvernement, en partenariat avec le Groupe de la Banque mondiale, visant à financer, remettre en état et entretenir les grands corridors commerciaux. Il constitue également une priorité pour la MIGA, vu le besoin d'investissements en infrastructures nouvelles (évalué à 230 milliards de dollars par an) face à la croissance rapide des centres urbains et des populations rurales mal desservies dans les pays en développement.



Pays industrialisés – 25

Allemagne • Australie • Autriche • Belgique • Canada • Danemark • Espagne • États-Unis • Finlande • France • Grèce • Irlande • Islande • Italie • Japon • Luxembourg • Nouvelle-Zélande • Norvège • Pays-Bas • Portugal • République tchèque • Royaume-Uni • Slovénie • Suède • Suisse

Pays en développement – 149

ASIE ET PACIFIQUE

Afghanistan • Bangladesh • Cambodge • Chine • États fédérés de Micronésie • Fidji • Îles Salomon • Inde • Indonésie • Malaisie • Maldives • Mongolie • Népal • Pakistan • Palaos • Papouasie-Nouvelle-Guinée • Philippines • République de Corée • République démocratique populaire du Laos • Samoa • Singapour • Sri Lanka • Thaïlande • Timor oriental • Vanuatu • Vietnam

EUROPE ET ASIE CENTRALE

Albanie • Arménie • Azerbaïdjan • Bélarus • Bosnie-Herzégovine • Bulgarie • Chypre • Croatie • Estonie • Ex-République yougoslave de Macédoine • Fédération de Russie • Géorgie • Hongrie • Kazakhstan • Kirghizistan • Kosovo • Lettonie • Lituanie • Malte • Moldavie • Monténégro • Ouzbékistan • Pologne • République Slovaque • République tchèque • Roumanie • Serbie • Tadjikistan • Turkménistan • Turquie • Ukraine

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Antigua-et-Barbuda • Argentine • Bahamas • Barbade • Belize • Brésil • Chili • Colombie • Costa Rica • Dominique • Équateur • El Salvador • État plurinational de Bolivie • Grenade • Guatemala • Guyane • Haïti • Honduras • Jamaïque • Nicaragua • Paraguay • Panama • Pérou • République dominicaine • Sainte-Lucie • Saint-Kitts-et-Nevis • Saint-Vincent-et-les-Grenadines • Suriname • Trinité-et-Tobago • Uruguay • Venezuela (República Bolivariana de)

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

Algérie • Arabie saoudite • Bahreïn • Djibouti • Égypte • Émirats arabes unis • Iraq • Israël • Jordanie • Koweït • Liban • Libye • Maroc • Oman • Qatar • République arabe syrienne • République du Yémen • République islamique d'Iran • Tunisie

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Afrique du Sud • Angola • Bénin • Botswana • Burkina Faso • Burundi • Cameroun • Cap-Vert • Côte d'Ivoire • Érythrée • Éthiopie • Gabon • Gambie • Ghana • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Kenya • Lesotho • Libéria • Madagascar • Malawi • Mali • Maurice • Mauritanie • Mozambique • Namibie • Nigéria • Ouganda • Rwanda • République centrafricaine • République démocratique du Congo • République du Congo • Sénégal • Seychelles • Sierra Leone • Soudan • Swaziland • Tanzanie • Tchad • Togo • Zambie • Zimbabwe

Pays en passe de remplir les exigences d'adhésion – 2

PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Mexique et Niger

Contacts

Vice-président exécutif	Izumi Kobayashi
Directeur général	James P. Bond jbond@worldbank.org
Directeur, Opérations	Edith P. Quintrell equintrell@worldbank.org
Directeur et Conseiller juridique, Affaires juridiques et indemnisations	Peter D. Cleary pcleary@worldbank.org
Directeur financier et Directeur, Finance et gestion des risques	Kevin W. Lu klu@worldbank.org
Économiste en chef et Directeur, Économie et politique générale	Frank J. Lysy flysy@worldbank.org

GARANTIES

Agro-industrie, industries et services	Nabil Fawaz nfawaz@worldbank.org
Finances et télécommunications	Olivier Lambert olambert@worldbank.org
Infrastructure	Margaret Walsh mwash@worldbank.org
Hydrocarbures, industries extractives, produits chimiques et énergie	Antonio Barbalho abarbalho@worldbank.org
Réassurance	Marc Roex mroex@worldbank.org

DEMANDES D'INFORMATIONS COMMERCIALES

	Michael Durr migainquiry@worldbank.org
--	---

Crédits photos

Lucas Schifres, abacapress.com
Deborah Campos, Frank Vincent, Arne Hoel, Simone Mccourtie (Groupe de la Banque mondiale)
Suzanne Pelland, Mark Elton (MIGA)
Photodisk
Stock.XCHNG/woody

MISSION DE LA MIGA

PROMOUVOIR L'INVESTISSEMENT

DIRECT À L'ÉTRANGER DANS LES PAYS

EN DÉVELOPPEMENT POUR FAVORISER

LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE, RÉDUIRE

LA PAUVRETÉ ET AMÉLIORER LES

CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS.



ASSURER LES INVESTISSEMENTS
ASSURER LES OPPORTUNITÉS

World Bank Group

Multilateral Investment Guarantee Agency
1818 H Street, NW
Washington, DC 20433 USA

t. 202.458.2538
f. 202.522.0316

www.miga.org